

Oui, la Démondialisation est bien notre avenir.

Jacques Sapir

Une partie de la direction d'ATTAC a commis un texte attaquant la « démondialisation » et les « démondialisateurs ». [Ce texte](#) a été publié sur le site Internet de *Médiapart*¹. Ce qui pourrait n'être qu'affaire d'opinion et de sain débat prend une tournure déplaisante en raison des méthodes de ces auteurs. Attaquants tous azimuts, proférant de graves accusations mais sans citer le moindre nom ni le moindre ouvrage, ils s'exonèrent ainsi du principe de vérification de leurs dires. C'est certes une astuce bien pratique, mais assez indigne dans son principe. Si l'on veut débattre, il faut pouvoir vérifier les propos tenus par les uns et les autres. Ayant écrit un ouvrage portant spécifiquement sur ce thème, je me considère pris à partie, mais aussi agressé, par la forme tout comme par le contenu de cet article quoique n'ayant pas été cité. C'est ce qui justifie cette réponse.

Cet article est donc révélateur, dans sa forme comme dans son fonds, des limites de ses auteurs. Il est aussi susceptible de trois niveaux de lecture, du plus immédiat au sens caché qu'il finit par révéler. Ce sont ces trois niveaux de lecture que je voudrais ici explorer.

I. Des auteurs en froid avec la vérité.

Nous avons chacun notre vérité, et je ne reproche nullement à ces membres du Conseil scientifique d'ATTAC de ne pas partager la mienne. Par contre, pour que des vérités se mesurent il faut que l'on sache de quoi on parle et que l'on puisse repérer précisément les arguments. Or, tel n'est pas le cas.

Les militants d'ATTAC, ainsi pris en otage par une partie de leur direction car ces auteurs ont signé non en leur nom personnel mais comme « membres du conseil scientifique d'ATTAC », jugeront sur la base de ces citations.

La première vient pratiquement d'emblée dans le texte.

« La « démondialisation » est un concept à la fois superficiel et simpliste. Superficiel parce que, à la racine de la financiarisation mondialisée, il y a les décisions de forces sociales et de gouvernements nationaux, décidés à remettre en cause partout les droits sociaux. L'oligarchie n'est pas étrangère, l'ennemi n'est pas le travailleur chinois. Simpliste car les réponses à la crise nécessitent « plus de mondialisation » dans certains domaines et « moins de mondialisation » dans d'autres, mais exigent surtout une mutation radicale de la logique même de la mondialisation (alter-mondialisation). »

Ce passage montre une grande confusion et un grand simplisme.

¹ Disponible [ici](#).

Il y a tout d'abord une confusion dans les termes. Il y a *une* « notion »² de démondialisation (celle qui est utilisée par les journalistes et les politiques dans son usage commun) et *des* concepts³ de démondialisation, qui varient suivant les auteurs et leurs ouvrages⁴. Les auteurs du texte confondent ainsi allègrement la notion et les concepts montrant ainsi soit une ignorance (qui ne serait pas acceptée d'étudiants de première année devant lesquels certains d'entre eux enseignent) soit une mauvaise fois évidente. En effet, par la confusion entre la notion et les concepts, ils prétendent unifier un champ qui ne l'est pas. Ceci va leur permettre de se construire un ennemi imaginaire au lieu d'affronter un débat bien réel.

En ce qui me concerne, j'ai à de nombreuses reprises dans mon dernier ouvrage donné des éléments argumentés sur l'origine de la mondialisation. Elle n'est pas un phénomène qui serait d'ordre « naturel » et elle correspond bien à un projet politique précis, mais qui – en ce qui concerne la France – a un enracinement national évident. Loin de critiquer le « travailleur chinois », j'analyse les gagnants (la classe dirigeante chinoise) et les perdants (au sud comme au nord) de la mondialisation. Mais de tout cela il est impossible d'en discuter en raison de cette confusion entre la notion et un concept particulier de la mondialisation. En vérité, les auteurs du texte de *Médiapart* fuient le débat au lieu de le mener.

Je passe sur le paragraphe qui suit et qui ne fait que reprendre une partie de mon ouvrage, après bien d'autres travaux. Vient ensuite un grand appel à la « *coopération européenne et mondiale* ». Fort bien ; mais cela se fait sans réflexion sur le comment et le pourquoi des relations internationales. De plus, cette formule introduit une autre confusion lourde de conséquence entre les concepts de « coopération » et de « coordination ».

Le premier indique une volonté consciente des deux parties à obtenir un résultat commun. Le second indique que les effets de la politique menée séparément par chaque acteur peuvent aboutir à ce résultat commun. La coopération, si elle touche à des choses fondamentales, implique une mise en phase des cycles politiques dans un grand nombre de pays, une occurrence fort rare. Elle n'est réellement possible que pour un petit nombre de pays. La coordination repose quant à elle sur des présupposés beaucoup plus réduits. Elle suppose qu'un pays réagisse à l'action d'un autre et que, d'action en réaction, à travers des mécanismes largement implicites, puisse se dégager un but commun.

Cette confusion entre ces deux principes de l'action internationale permet alors aux auteurs d'écrire sans piper ni sourciller que : « *le déferlement de politiques unilatérales le dos tournerait définitivement à une coopération entre les peuples* ». Contre-vérité d'évidence, que vient démentir la politique dite de la « chaise vide » menée par la France en 1965 et qui a abouti au « compromis de Luxembourg » l'année suivante. De même, ce sont des initiatives unilatérales de la France qui ont permis le programme Ariane et la construction d'Airbus.

Revenant un peu en arrière, nous sommes confrontés à un passage que je reproduis in extenso car, comme l'on dit, il vaut son pesant de cacahuètes...

« *Nous affirmons qu'il faut en finir avec cette idée absurde selon laquelle le FN poserait*

² Ou, suivant *le Nouveau Petit Robert – Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue Française* (Paris, 1993), la « connaissance intuitive, synthétique et assez imprécise que l'on a d'une chose ».

³ Ou « représentation mentale générale et abstraite d'un objet » toujours suivant le même *Petit Robert*.

⁴ Sont sortis de manière récente Jacques Sapir, *La Démondialisation* (Seuil, Paris, 2011, 259 pages, 19,50 euros) et Arnaud Montebourg, *Votez pour la démondialisation* (Flammarion, Paris, 2011, 87 pages, 2 euros, préface d'Emmanuel Todd).

les bonnes questions (contre le « mondialisme ») mais n'apporterait pas les bonnes réponses. Le FN ne propose pas les bonnes réponses parce qu'il ne pose pas les bonnes questions. Le retour à des régulations essentiellement nationales ne résoudrait aucun des problèmes qui se posent aujourd'hui à nous. »

Ici, nos chers auteurs assument deux rôles pour le prix d'un. Il y a tout d'abord celui de Basile, dans l'Air de la Calomnie, mais la musique de Mozart en moins. Je mets ces auteurs au défi de trouver, que ce soit dans l'ouvrage d'Arnaud Montebourg ou dans le mien la moindre phrase correspondant à ce qui est avancé dans la première partie de cette citation.

Ah mais, me direz-vous, nul auteur n'est cité. Et c'est bien là que l'on voit la malhonnêteté du propos. S'ils avaient cité un ouvrage ou un auteur, nous aurions pu confronter – comme devraient le faire de véritables scientifiques – l'affirmation au texte. Mais de cela il ne peut être question, car le corpus attaqué n'est nullement référencé. La ficelle est un peu grosse, et elle porte un nom : c'est une pratique (et une crapulerie) typiquement stalinienne. L'ironie de l'histoire veut que cette pratique nous vienne d'auteurs dont certains sont connus pour leur engagement trotskiste. Elle leur évitera sans doute un procès pour diffamation en bonne et due forme. Mais elle ne leur évitera pas l'opprobre générale qui s'attache à juste titre à ce genre de pratique.

Mais il y a ensuite la seconde partie de la citation, où l'on nous affirme que « le retour à des régulations essentiellement nationales ne résoudrait aucun des problèmes ». Gros mensonge que cette dernière phrase. En premier lieu parce que ni Montebourg ni moi-même n'avons jamais affirmé que la démondialisation résoudrait tous les problèmes. Ensuite, parce que des régulations nationales sont appliquées dans de nombreux pays avec succès, qu'il s'agisse de droits de douane ou de mesures de restriction des mouvements des capitaux. L'exemple de la Malaisie en est un parmi d'autre, qui a fini par être reconnu même par le FMI ! Le dit FMI conseille même désormais d'appliquer au niveau national certaines de ces mesures⁵... Bref, il y a peut-être de la vie sur la planète FMI, mais il n'y en a visiblement aucune chez les auteurs de ce texte.

Ils endossent donc, à peine sorti du rôle de Basile, le costume de Pinocchio, et l'on peut voir à chacun de leurs mensonges leur nez s'allonger, s'allonger...

Venons-en au paragraphe suivant. Bien sûr, la contre-révolution sociale et économique a commencé bien avant que la Chine ne fasse irruption dans l'arène du commerce international. Mais, ici encore, si nos chers contradicteurs (et je dis « chers » en pensant à tout ce qu'ils coûtent par leurs discours en misère accumulée) avaient lu mon ouvrage, ils auraient vu que je distingue fonctionnellement la globalisation marchande de la globalisation financière. Ils auraient trouvé une analyse argumentée du processus historique sur plusieurs décennies. Mais, que voulez-vous, chez ces gens-là Monsieur on ne lit pas, on calomnie !⁶

Un dernier passage est tout aussi savoureux (ou scandaleux). Ici encore il me faut, au risque de lasser le lecteur, le citer :

« Certains économistes de gauche pensent que la solution passe par une sortie de l'euro et une dévaluation du franc retrouvé. Le FN rebondit sur ces propositions, adoptant le scénario et même le tempo proposés. Nous pensons que ces projets ne peuvent qu'accentuer

⁵ Ostry J.D., A.R. Ghosh, K. Habermeier, M. Chamon, M.S. Qureshi et D.B.S. Reinhartd ; « Capital Inflows : The Role of Controls », *IMF Staff Position Note, SPN 10/04*, FMI-IMF, 19 février 2010, Washington DC.

⁶ PCC Jacques Brel...

les difficultés au lieu de les résoudre. Une monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme, ni de la spéculation, ni du productivisme : a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme du fait qu'il disposait de la livre sterling ? Le franc, la livre ou la lire étaient-ils des boucliers contre les attaques spéculatives ? Et le capitalisme appuyé sur les « États souverains », n'a-t-il pas produit un modèle de consommation destructeur, pillé les pays du Sud et creusé la dette écologique du Nord ? La Banque de France, qui ne fait plus d'avances au Trésor public depuis 1973, mènerait-elle par nature une politique plus sociale que la Banque centrale européenne ? »

Commençons par la fin. En fait, nos auteurs confondent ici deux principes d'impossibilité. Il y a l'impossibilité absolue, quand un élément ne permet pas de faire quelque chose. Il y a aussi le principe d'impossibilité relative qui vient du fait qu'un élément ne permet ni n'interdit de faire cette chose, et que la décision est en fait d'une autre nature.

Pour l'ensemble des pathologies décrites dans cette citation, la monnaie nationale est clairement en position d'impossibilité relative. Mais, si nous renversions la proposition, et que nous nous posions la question de savoir si l'Euro actuellement permet de résister à ces mêmes pathologies, nous aurions bien un cas d'impossibilité absolue. Assurément, la Banque de France ne mena pas dans les années 1980 une politique plus sociale que la BCE, mais elle en avait la possibilité. La BCE, elle, ne peut nullement mener une telle politique, et c'est bien là tout ce qui fait la différence. Je n'ai jamais prétendu qu'il suffisait de revenir au Franc, solution de dernier choix, pour résoudre les problèmes⁷. Mais, j'ai indiqué qu'une sortie de la zone Euro, faute d'un accord entre ses membres pour un programme de relance, constituerait un moindre mal et permettrait la mise en œuvre d'une autre politique. Dans mon texte (que ces auteurs ont lu, et j'en ai la preuve par le courrier électronique que nous avons échangé, mais qu'ils ne se donnent pas la peine de citer montant ainsi le mépris dans lequel ils tiennent leurs lecteurs) je précisai même :

« On maintient ici qu'il serait plus avantageux de procéder soit à une évolution de la zone Euro vers le principe d'une monnaie commune mais non unique⁸ (solution qui serait compatible avec des taux d'inflation structurelle⁹ différents parmi les pays en l'absence d'un réel fédéralisme budgétaire), soit à sa fragmentation en deux zones (hypothèse d'un Euro-Nord et d'un Euro-Sud). Cette solution reste cependant soumise à l'étude de l'impact d'une dévaluation sur les économies italiennes et espagnoles. Cependant, il faut aussi admettre que ces solutions « optimales » n'ont que peu de chance de voir le jour de manière générale, et n'en ont aucune si la menace crédible d'une sortie de l'Euro n'est pas mise en place. Il est alors possible, au vue de la perte de crédibilité de la France en Europe, qu'il soit nécessaire de mettre cette menace à exécution. Il est donc probable que l'on soit obligé d'en passer par

⁷ Je renvoie le lecteur voulant se faire une idée exacte de mes positions au-delà de la caricature présentée dans le texte publié par *Médiapart* à mon document de travail *S'il faut sortir de l'Euro*, posté le 23 avril 2011 sur Medelu à l'URL suivante : <http://www.medelu.org/spip.php?article799>. Une autre note, postée sur le site de Medelu, précise certains des termes du débat. Voir J. Sapir, *Zone Euro : les défauts sont inévitables*, URL : <http://www.medelu.org/spip.php?article781>

⁸ J'ai défendu cette option à plusieurs reprises depuis J. Sapir, *La fin de l'Euro-Libéralisme*, Le Seuil, Paris, 2006.

⁹ Sur la notion d'inflation structurelle, J. Sapir, « What Should the Inflation rate Be ? (on the importance of a long-standing discussion for defining today's development strategy for Russia) » in *Studies on Russian Economic Development*, Vol. 17, n°3 / May 2006 ; et Idem, *Articulation en inflation monétaire et inflation structurelle : un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, papier présenté à la XXXII session du séminaire franco-russe, Stavropol, 2006, disponible en document de travail.

une sortie unilatérale qui, sans être une solution « optimale », s'avère cependant très supérieure au statu quo actuel. »¹⁰

On voit ici que ma position est bien différente de la caricature présentée dans ce texte. Par ailleurs, j'affirme plus avant dans le même texte que le retour à une monnaie nationale s'il il constitue une condition nécessaire à la mise en œuvre d'une autre politique n'est nullement une condition suffisante.

La confusion entre ces deux situations, entre la notion de *nécessaire* et de *suffisant*, illustre la confusion intellectuelle des auteurs du texte publié dans *Médiapart*. Bien entendu, le retour à une monnaie nationale n'est nullement une *garantie*. Mais elle rend les choses possibles alors qu'avec la monnaie unique il est clair que rien ne serait possible. Bref, pour faire court, les auteurs du texte publié dans *Médiapart* sont peut-être suffisants, mais ils ne sont certainement pas nécessaires.

De même, dire que le capitalisme appuyé sur des Etats-Nations à commis des crimes et dire qu'il ne peut *que* commettre ces crimes sont deux choses radicalement différentes et elles impliquent des conséquences elles aussi très différentes.

Il aurait donc fallu avoir ici l'honnêteté de discuter de l'ensemble des positions, et les arguments sur la possibilité de prendre des mesures permettant de faire face à ces diverses pathologies. Il aurait aussi fallu discuter l'arbitrage qui existe entre la possibilité d'une action concertée et la rapidité d'une action unilatérale. Il aurait enfin fallu discuter de l'effet d'entraînement que des mesures unilatérales sont susceptibles d'avoir et de la coordination implicite qu'elles permettent de construire. Bref, avec un peu d'honnêteté, il y aurait eu bien des sujets de discussion. Mais nous savons que c'est justement l'honnêteté qui manque le plus à nos auteurs.

Mais, cette citation a aussi un début. On retrouve ici la hideuse figure de l'amalgame, qui se drape à nouveau dans les habits de la calomnie. Derrière la formule « certains économistes de gauche », on attend des noms. Allons, mesdames et messieurs, un peu de courage ! Allez donc jusqu'au bout de votre ignominie. Je pose à certains des auteurs de ce texte la question suivante : faut-il, sous prétexte que des militants trotskistes ont pu mettre sur le même plan le travailleur allemand « sous l'uniforme » et les travailleurs français, parler d'Hitléro-Trotskyisme comme le firent les staliniens ? À user des mêmes méthodes on se condamne à une même réprobation.

Cette première lecture montre à l'abondance la vacuité et la mauvaise foi des auteurs. Mais, par les non-dits qui abondent, on devine un autre propos et une autre lecture possible.

II. La haine de la Nation comme substitut à l'internationalisme.

L'ennemi est bien désigné pour qui sait lire : c'est l'État-Nation. Les mesures impulsées dans son cadre ne peuvent « *résoudre aucun des problèmes qui se posent à nous* ». Pire, elles sont susceptibles de déchaîner des démons nationalistes.

¹⁰ J. Sapir, *S'il faut sortir de l'Euro*, op.cit., p. 4. URL :: <http://www.medelu.org/spip.php?article799>

On connaît ce discours, mais il n'a que les apparences de l'internationalisme.

Ce dernier, comme le disait Jaurès, n'était pas contradictoire à la Nation. « *Un peu d'internationalisme écarte de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène* ». Chez les auteurs du texte c'est au contraire une véritable haine de la Nation qui imbibe chaque ligne. Ceci provient d'une confusion (encore une) entre l'internationalisme comme principe identifiant des problèmes communs aux hommes et le pseudo-internationalisme postulant une identité directe et immédiate entre les hommes.

Ce pseudo-internationalisme renvoie en réalité aux mêmes illusions d'un monde homogène que la théorie néoclassique. Et, derrière l'idéologie de la mondialisation, comment ne pas voir la refiguration du grand marché composé d'une myriade d'individus tous identiques, obéissant tous aux mêmes principes (la maximisation), et soumis aux mêmes lois prétendument naturelles sans la médiation d'un ordre politique¹¹. C'est pourquoi la démondialisation est un projet radicalement nécessaire et en parfaite cohérence avec une vision de l'économie qui dénonce ces illusions. Il faut donc réaffirmer que sans souveraineté nationale il ne saurait y avoir de démocratie. Sans frontière, il devient impossible d'identifier une communauté politique commune.

Au-delà, la crise impose de penser l'échelle de l'État-Nation comme une étape indispensable.

Les crises se caractérisent en effet par l'émergence temporaire d'un effet de contexte global et généralisé¹², qui pèse alors de manière déterminante sur les comportements des acteurs. On en a eu des exemples avec la crise de 1998 en Russie et en Asie (on pense à la Malaisie), ou encore la crise en Argentine de 2001. On est alors confronté à une situation particulière de rupture, où le macroéconomique se connecte directement sur le microéconomique sans passer par un niveau intermédiaire. Ceci renvoie à un moment donné ou un contexte particulier. En fait un méta-contexte s'impose brutalement à tous les acteurs concernés comme le contexte de référence en raison de la violence de ses effets. Une telle situation exceptionnelle, où peut émerger brutalement une rationalité collective relativement homogène, appelle, bien entendu, une réaction du même ordre.

L'efficacité des institutions qu'il faudra mettre en place pour faire face à la crise ne peut venir d'elles-mêmes. La cohérence de l'action économique est dépendante de la capacité des acteurs politiques de recombinaison directement le macro et le micro, et cela passe nécessairement par l'étape de l'État-Nation.

Dans le cas de la Russie, c'est bien l'arrivée au pouvoir au 1er septembre 1998 d'Evgueni Primakov qui a crédibilisé les institutions progressivement introduites dans le cours de l'automne, et provoqué un effet de contexte inverse à celui qui fut induit par la crise financière. À la même période, en Malaisie, c'est la brutalité de la réaffirmation du Premier Ministre contre son Ministre des Finances qui a crédibilisé la mise en place du contrôle des changes, institution qui a permis à ce pays de traverser sans trop de dommage la crise asiatique. Historiquement, F.D. Roosevelt ne fit pas autre chose quand il demanda au Congrès ce que Giorgio Agamben décrit à juste titre comme l'équivalent de pleins pouvoirs économiques, instituant par ce fait une forme d'état d'exception¹³.

¹¹ J'en ai fait l'analyse dans un ouvrage publié en Russie, *K Ekonomitcheskoi teorii neodnorodnyh sistem - opyt issledovanija decentralizovannoj ekonomiki* (Théorie économique des systèmes hétérogènes - Essai sur l'étude des économies décentralisées) - traduction de E.V. Vinogradova et A.A. Katchanov, Presses du Haut Collège d'Économie, Moscou, 2001.

¹² L'importance du contexte est argumentée dans J. Sapir, *Quelle économie pour le XXIe siècle*, Odile Jacob, Paris, 2005, chapitre 1.

¹³ G. Agamben, *Etat d'exception - Homo Sacer*, Seuil, Paris, 2003, p.40.

La question du pouvoir devient dans ces conditions le coeur de la sortie de crise et le pivot de la cohérence. Il n'est alors de politique économique et de développement institutionnel que par la politique dans sa forme la plus nue, la réaffirmation de la souveraineté¹⁴.

La question qui est alors ouverte, et qu'il faut impérativement creuser sous peine d'une incomplétude radicale de leur analyse, est celle du rapport à la souveraineté et à l'État. Il faut repousser toutes les tentatives visant à mettre hors d'atteinte de la décision politique les instruments de la politique économique, ce qui signifie revenir au cadre de l'État-Nation, seule source de la démocratie.

Bien sûr, l'État-Nation peut aussi conduire vers d'autres destins, hélas bien plus noirs. Mais, vouloir refuser ce qu'il apporte pour cela équivaudrait à ne plus vouloir prendre de train sous prétexte de l'utilisation du chemin de fer dans le phénomène concentrationnaire, à ne plus vouloir prendre d'avion sous prétexte de respecter la mémoire des victimes des tapis de bombes.

C'est exactement ce que proposent les auteurs du texte de *Médiapart*.

À l'inverse de cette conception je réaffirme ici que l'action d'un gouvernement qui, face à une crise, suspend unilatéralement les règles de circulation des capitaux, ou les règles comptables, afin d'empêcher un petit groupe d'agents d'imposer indûment leur volonté au plus grand nombre au sein du corps souverain par l'agiotage et la spéculation, n'est pas un acte d'arbitraire, quand bien même seraient alors piétinées règles et lois nationales et internationales. Ce serait bien au contraire un acte plus fidèle à l'esprit des principes de la démocratie que l'application procédurière des lois et règlements qui, elle, serait alors un acte illégitime.

Affirmer cela implique, bien entendu, que la responsabilité du gouvernant face aux gouvernés soit préservée ou rétablie. Ceci implique bien le maintien de la formule du Peuple Souverain comme seul fondement possible, hors les dérives théologiques, à la possibilité d'une action exceptionnelle. Cela implique, aussi, que l'on puisse identifier qui sont les gouvernants et qui sont les gouvernés pour que les premiers soient effectivement responsables de leurs actes devant les seconds, et pour cela qu'il existe des frontières.

Et d'ailleurs, comme l'a fait remarquer Christophe Ramaux, quels sont donc les drapeaux agités par les manifestants des réformes arabes ? Ce ne sont ni les drapeaux rouges, ni les drapeaux verts, mais bien les drapeaux de leurs pays, de leur patrie.

III. Un aveu d'impuissance.

Un troisième niveau de lecture est alors possible.

Pouquoi un tel texte ?

À le lire on retrouve les formules qui ont jusqu'à maintenant été utilisées pour justifier l'inaction et le renoncement.

On parle ainsi de « *convergences des résistances et des initiatives populaires* », belle formule assurément, mais qui ne recouvre que des mouvements dans trois pays (l'Espagne, la Grèce et le Portugal) et dont rien ne dit qu'ils convergeront réellement. En fait, pour ce qui est du mouvement populaire Grec, sa tonalité anti-Euro et même anti-Union européenne s'affirme chaque jour.

¹⁴ De même, J. Sapir, *Quelle économie pour le XXIe siècle*, Op.cit ; en particulier le chapitre 7.

Ces mouvements sont réputés « *mettre en évidence la nécessité de décisions européennes fortes* » dans divers domaines. Mais depuis quand une « mise en évidence » à-t-elle produit des décisions politiques, surtout dans le cadre institutionnel européen tel qu'il existe ?

On retrouve ici l'argumentaire du Parti Socialiste sur l'Europe sociale, que l'on appelle de tous ses vœux, mais sans se donner les moyens de la construire, et en particulier par des mesures unilatérales qui pourraient obliger nos partenaires à réagir.

En fait, on se retranche derrière la prétendue nécessité de la « coopération européenne et mondiale » pour ne rien faire dans son propre pays, et l'on reprend les mêmes accents catastrophistes pour dénoncer les conséquences d'une action unilatérale qu'un Alain Minc ou quelques autres porte paroles stipendiés du camp du pouvoir et de l'argent.

L'appel grandiose à la « *coopération européenne et mondiale* », appel que l'on a déjà évoqué, n'est ici que le cache-misère d'une impuissance politique fondamentale. Nous savons bien qu'il renvoie à une impossibilité. Il n'y aura pas de coopération entre les 27 pays de l'Union européenne si ce n'est autour du plus petit dénominateur commun qu'est la déréglementation dans le domaine des marchandises, des capitaux et des lois sociales. Un processus de coordination, fondé sur des politiques nationales, apparaît comme une perspective bien plus réaliste.

Bref, tout se passe comme si ces membres du conseil scientifique d'ATTAC étaient assis sur une rente, celle de la contestation de l'ordre établi mais se refusaient soigneusement à prendre leur responsabilité pour tenter de construire un ordre meilleur. L'histoire jugera pareille posture.

Aujourd'hui de plus en plus nombreux des femmes et des hommes politiques ont pris conscience de l'importance des enjeux et de la nécessité d'y apporter des réponses concrètes. Ségolène Royal¹⁵ et Arnaud Montebourg sont parmi les plus récents. Ils ne sont pas les seuls, et gageons qu'ils ne seront pas les derniers.

La pâte lève ; l'histoire se remet en marche. Les auteurs du texte publié par *Médiapart* ont abdicé l'ambition ou la volonté d'en être les acteurs. Ils finiront dans ses poubelles.

¹⁵ Voir l'interview qu'elle a donné dans *l'Express*, n°3142, 8 au 14 juin 2011.